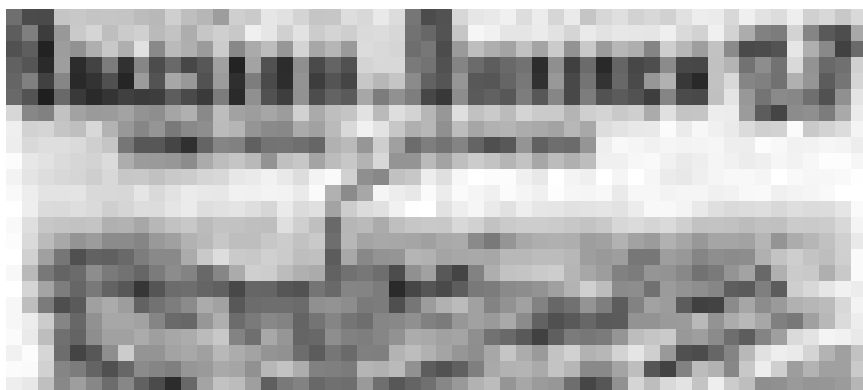


## AKTUELL



BIÈRE DE DIEKIRCH

## Pas en l'état

Luc Caregari

**L'Etat luxembourgeois risque une sérieuse gueule de bois dans le cadre de la lutte pour les emplois de la brasserie de Diekirch. Et démontre à quel point il s'est déjà fait l'esclave des grandes multinationales.**

« Le gouvernement appelle de ses vœux une reprise de l'activité de brassage afin de préserver les emplois des salariés menacés par un licenciement et déploiera tous les efforts possibles afin que cette activité puisse continuer au Luxembourg », pouvait-on lire dans la réponse de Jeannot Krecké, ministre de l'économie et du commerce extérieur à une question du député socialiste Claude Haagen. Ce dernier voulait savoir ce qu'il en était d'une possible reprise de la brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch par une entreprise nationale. On sait depuis qu'il n'en est rien. Et pire, que les vœux du gouvernement sont plutôt du genre pieux.

En tout cas, pour les salarié-e-s du site brassicole au nord du pays, le verre est plutôt à moitié vide. Selon les réponses obtenues par Claude Haagen par ses collègues socialistes Jeannot Krecké et Nicolas Schmit, ni l'entente trouvée en Belgique entre AB Inbev et les salarié-e-s locaux, ni une possible reprise par une entreprise luxembourgeoise ou même une investiture de l'Etat ne pourront changer les choses. En fin de compte, le gouvernement est désœuvré et doit laisser faire.

Un état des choses que déi Lénk - qui viennent donc de découvrir l'attrait populaire de la lutte pour l'emblème national Diekirch et veulent aussi leur part du gâteau - ne pouvaient pas laisser passer sans attirer l'attention sur les incongruités de l'affaire. Non seulement ont-ils été le seul parti politique qui jusqu'ici a bien voulu rencontrer la délégation du personnel de la brasserie ainsi que les syndicats - ce qui, soit dit en passant,

devrait tout de même jeter un doute sur le sérieux de tous les politiciens qui ont voulu faire la une en proclamant vouloir sauver Diekirch ces derniers temps - mais ils font aussi des propositions certes radicales mais concrètes. En d'autres mots, ils proposent d'aller jusqu'à l'expropriation et la nationalisation de la brasserie. Ce qui, selon déi Lénk, ne serait ni contraire à la constitution luxembourgeoise, ni aux réglementations sur la concurrence européenne, s'il s'agit d'une entreprise d'intérêt national et que celle-ci soit en plus bénéficiaire. Comme l'a formulé Marc Baum, membre de la coordination nationale du parti d'extrême-gauche : « Dans un Etat où il est possible de dépenser des milliards en une nuit pour sauver des banques, une telle solution ne devrait pas être impossible ». Théoriquement oui, mais que le gouvernement prenne une telle initiative est fort peu probable. Premièrement, il perdrait sa face, car il devrait renier ce qu'il a dit jusqu'ici. Deuxio : les autres multinationales n'apprécieront pas ce geste et pourraient devenir frileuses quant aux investissements futurs. Une chose que le gouvernement - surtout face à la crise - ne risquera jamais.

Un autre fait révélé par déi Lénk laisse plutôt perplexe : l'Etat luxembourgeois a sa part dans les profits d'AB Inbev par le biais d'investissements par le fond de compensation de la caisse des pensions. Ce qui veut dire que l'Etat profite indirectement de la délocalisation de « son » entreprise nationale. Certes, les responsables du fond de compensation ont beau expliquer que leur influence sur AB Inbev et autres multinationales qui jouent avec l'argent des retraites est tellement minime qu'il ne pourrait pas changer les choses. Cela ne change rien à cette logique perverse, ni au fait que l'Etat s'est lié lui-même les mains.

## SHORT NEWS

### Das Elektroauto kommt

Pünktlich zum Autofestival bekommt Luxemburg seine erste „Elektrotankstelle“ in Leudelingen. Mit großem Pomp und entsprechendem Pressetross feierten der beigeordnete Minister für nachhaltige Entwicklung, der örtliche Bürgermeister und die Direktion der Betreiber Gesellschaft „Leaseplan“ die Eröffnung einer Electrobay-Ladesäule. Für 3.800 Euro zuzüglich der Installationskosten hat der Leasing-Flottenbetreiber sich dieses Symbol der neuen Mobilität auf das Betriebsgelände geholt. Dabei wurde bedauert, dass in Luxemburg die öffentliche Hand bislang nicht am Aufbau eines E-Tankstellen-Netzes beteiligt ist. Die Autoindustrie will Ende dieses Jahres die ersten serienreifen Modelle einführen. Ob bis dahin das Handicap des wenig umfangreichen Netzes beseitigt wurde ist fragwürdig: Der Staat hat kein Geld und die Industrie den zu erwartenden Boom wohl verschlafen. Dass es sinnvolle Einsatzgebiete für das Elektroauto gibt (siehe woxx 1043) steht zwar außer Zweifel, doch kohlendioxidneutral ist das Leaseplan-Projekt nur soviel, wie der Strommix der aus der Säule kommt. Hauptsorge der Umweltpolitik dürfte deshalb weniger der Aufbau eines dichten Netzes sein, als das Heraufsetzen des Anteils an erneuerbaren Energien bei der Stromproduktion.

### L'IVG au coeur des débats

La réforme prévue du Code pénal qui vise à élargir l'indication permettant de procéder à une interruption volontaire de grossesse (IVG) à la détresse sociale tout en ajoutant l'obligation pour la femme de consulter un centre de soutien socio-familial, bute sur de premières résistances (voir woxx 1043). Dans un communiqué de presse, le Cid-femmes considère que cette réforme constitue non pas un progrès mais une régression. L'obligation de consulter avant de procéder à une IVG est considérée comme une « mise sous tutelle » de la femme. Le Cid-femmes se prononce également contre toute solution d'indication et estime que son élargissement à la détresse sociale n'est qu'une stigmatisation supplémentaire. Dans cet esprit, le Cid-femmes appelle à la mobilisation pour faire modifier le projet de loi et invite toutes les organisations de femmes à une réunion fixée au 25 février (informations au tél. 24 10 95 - 1).

woxx@home

### Eisiger Service

Wenn die Sonne scheint und Busse und Züge pünktlich sind, ist das Personal des öffentlichen Personentransports freundlich und hilfsbereit. Doch wenn Schnee und Frost für Verkehrschaos sorgen, bewegt sich die viel beschworene „qualité de service“ eher auf dem Niveau eines Viehtransports, wie am Dienstagabend Redakteur H., unterwegs in Richtung Uni, erfahren musste. Zuerst das Chaos am viel zu kleinen Bushäuschen in der Neuen Avenue: Niemand weiß, ob und wann welche Linien fahren. Dann, ab dem Aldringer, geht es nur noch im Schrittempo voran. Schließlich, nach einer Stunde Stop-and-go, macht der Bus am Glacis kehrt: Zusätzlich zum Zeitverlust muss man am Ende doch noch zu Fuß gehen. Befragt, warum er die Passagiere nicht vorher informiert habe, meint der Fahrer, es habe ihn ja niemand gefragt - und sowieso fahre seit drei Stunden kein Bus mehr den Limpertsberg hoch. Eine Unwahrheit, denn etwas später fährt in der Nähe der Uni ein anderer Bus der gleichen Linie an Redakteur H. vorbei ... Okay, vielleicht passt der Vergleich mit einem Viehtransport nicht wirklich. Den Tieren ist es schließlich egal, ob sie pünktlich im Schlachthaus ankommen. Außerdem müssen sie den letzten Kilometer nicht zu Fuß zurücklegen, und angeschwindelt werden sie auch nicht.